

## 2009 une année qu'on ne regrettera pas ...

31-12-2009

Dernière mise à jour : 31-12-2009

Revue de l'année 2009 L'histoire se souviendra de l'année 2009 comme d'une année de crise pour le capitalisme, à l'instar de 1929. Tout espoir de voir rapidement finir la crise a maintenant disparu. Les conséquences de cette crise se sont faites rapidement sentir pour les travailleurs et les plus opprimés en particulier dans le monde néo colonial avec des tensions internationales grandissantes et de nombreux conflits armés. Mais l'année 2009 est aussi une année marquée par la reprise de la lutte des classes dans de nombreux pays et des tentatives de recréer une gauche digne de ce nom. L'année 2010 s'ouvre donc dans un contexte difficile mais aussi avec perspectives nouvelles pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse. Le CIO prendra toute sa place partout où il est présent pour transformer ce potentiel en réalité. Nous vous souhaitons une excellente année, en espérant nous retrouver plus nombreux dans les luttes à venir. \*Merci au PSL, section du CIO en Belgique, pour cet excellent article.

Capitalisme en crise: le tunnel est plus long que prévu Interventions des autorités Partout dans le monde, les capitalistes ont dû opérer un grand virage. Quelques dogmes néolibéraux ont été jetés par-dessus bord pour permettre des interventions gouvernementales massives. Pour tenter de tempérer la récession est arrivée une forme keynésienne d'intervention. En janvier, nous avons écrit: «Même si elles permettent d'éviter une dépression prolongée, les dépenses keynésiennes en elles-mêmes ne redémarreront pas nécessairement l'économie, produisant une croissance qui se renforce elle-même. Cela requerrait un investissement en capital renouvelé et extensif de la part des grandes entreprises - et les capitalistes n'investiront que s'ils sont assurés d'un taux de rentabilité acceptable.» (Plan de relance d'Obama - Parviendra-t-il à éviter une dépression prolongée et à relancer la croissance? Et encore: « Une grande proportion de la dette toxique et de la surcapacité industrielle, étant donné le niveau actuel de la demande soutenue par l'argent, devra être extraite hors du système avant qu'il puisse y avoir un quelconque retour à une croissance basée sur de solides fondations. La récession actuelle va très probablement se poursuivre aux Etats-Unis et dans le monde pour un certain temps, et la reprise, lorsqu'elle commencera, sera probablement lente et inégale. Même si des mesures keynésiennes atténueront l'impact de la récession, c'est la classe salariée qui devra payer le prix fort de la crise capitaliste, à travers des bas salaires, un chômage de masse, et la pauvreté. Les mesures keynésiennes ne parviendront pas à surmonter l'anarchie des forces du marché ni purger la soif de profit des capitalistes. En même temps, les attaques sur les travailleurs vont provoquer des luttes puissantes, une remise en question du système capitaliste, et la recherche d'une réelle alternative. Au mieux, le keynésianisme n'offre qu'un palliatif temporaire à la crise capitaliste. L'idée d'une planification socialiste démocratique, d'un autre côté, va gagner de plus en plus de soutien en tant que seule manière d'atteler la science, la technologie et les forces de production afin de subvenir aux besoins de la société, dans son ensemble.» Les gigantesques interventions gouvernementales destinées à sauver les banques ont été qualifiées par certains de «socialisme pour les riches» ou de «socialisme à l'américaine». Mais cela n'a rien à voir avec le socialisme, on parle ici de collectiviser les pertes pour privatiser les profits par la suite. Les plans de relance ne changent rien aux contradictions fondamentales sur lesquelles le néolibéralisme a basé sa dernière période de croissance et qui sont également à la base de la crise actuelle: des dettes énormes au-dessus d'un gouffre social. Economie mondiale - "Après la plus grande fête, maintenant la plus grande gueule de bois" La situation que connaît l'économie mondiale est loin d'être bonne. En février, nous avons écrit: «Les trois plus grandes économies du monde - l'Europe, les Etats-Unis, et le Japon - sont en récession. L'Islande est en faillite. La crise économique s'approfondit et les derniers chiffres sont souvent "les pires depuis le début des comptages". Ainsi, aux USA, en novembre et décembre, plus d'un million d'emplois ont disparu, le pire résultat depuis 1945, et la production industrielle a reculé en décembre d'un taux qui est le plus élevé depuis 30 ans.» Les conséquences de la crise sont surtout visibles chez les travailleurs et leurs familles: le chômage officiel américain a augmenté cette année jusqu'à atteindre plus de 10%, chiffre que devrait atteindre l'Europe l'an prochain. Chaque déclaration parlant d'une reprise économique en 2010 avertit que cela n'empêchera pas une hausse du chômage. En Chine, en 2008 déjà, il y avait eu 10 millions de chômeurs. La crise dans l'exportation a conduit ensuite à ce que 26 millions de travailleurs migrants se retrouvent sans emploi. La crise n'a pas eu d'effets qu'en termes de nouveaux chômeurs ou de nouveaux pauvres. Des régions ou pays entiers ont sombré dans la faillite, comme on a pu le voir avec l'Islande ou encore avec le déclin du tigre celtique (l'Irlande). L'Irlande avait été durant des années l'exemple à suivre selon le modèle néolibéral. Même aux USA, la Californie peut maintenant à peine garder la tête hors de l'eau. Les opérations de sauvetage pour les banques ou les entreprises comme General Motor ont été utilisées pour s'en prendre au personnel. GM a obtenu des milliards de dollars du gouvernement américain sous conditions d'assainissements et de restructurations sur le dos des travailleurs. En février, nous avons écrit: «Si des entreprises comme General Motors reçoivent des milliards de dollars pour réaliser des économies et des restructurations sur le dos des travailleurs, cela va se traduire par des baisses de salaires et des licenciements qui casseront encore plus le marché pour les capitalistes. Les mesures keynésiennes, dans le meilleur des cas, peuvent augmenter temporairement le pouvoir d'achat des travailleurs. Mais cela se fait au prix d'une augmentation de la dette publique qui devra ensuite être remboursée par les travailleurs.» Pas de solution sur une base capitaliste Dire que nous commençons à voir la fin de la récession est prématuré. La crise risque de frapper encore. Les mesures pour stimuler l'économie ont pu atténuer les premiers effets de la crise, mais les travailleurs seront de plus en plus sollicités pour payer la crise, dont le coût a été évalué par un analyste «au prix d'une guerre». L'éclatement des bulles spéculatives depuis 2007 peut conduire à 10 ans d'assainissements sévères contre les travailleurs. En Chine, le contrôle de l'Etat sur l'économie a été renforcé. Environ 600 milliards de dollars ont été injectés dans l'économie, ce qui conduit à de nouvelles bulles, en particulier sur les bourses et dans l'immobilier. Les capitalistes au niveau international essayent

d'obliger le gouvernement chinois à réévaluer sa monnaie. Cela semble être une répétition des accords du Plaza et du Louvre dans les années '80, qui concernaient une adaptation de la valeur du Yen japonais, ce qui a constitué la base des deux «décennies perdues» au Japon, avec une croissance économique moyenne annuelle de 0,1% depuis 1991.

La confiance envers le capitalisme est minée. La crise économique conduit à une polarisation plus aiguë entre riches et pauvres. Mais cela renforce aussi les contradictions entre différentes nations, comme nous l'avons vu avec le conflit énergétique entre la Russie et l'Ukraine. Mais les tensions à l'intérieur de l'Union Européenne augmentent elles-aussi. Cela s'est aussi exprimé par la recherche du président européen le plus pâle possible. En Irlande, une énorme campagne a été nécessaire pour que l'establishment puisse réussir à faire passer le traité de Lisbonne. L'enthousiasme pour l'Union Européenne a en grande partie disparu. La crise a détruit de nombreuses illusions, dont celle du «capitalisme populaire» selon lequel tout le monde pouvait devenir des capitalistes en achetant des actions. Les critiques sont sans cesse plus nombreuses contre le système et une attention renouvelée est consacrée à Marx et à son analyse du capitalisme. 20 ans après la chute du Mur, De Tijd, un journal du monde des affaires, a été bien forcé de reconnaître: «La chute du Mur n'a pas confirmé la supériorité du capitalisme.» 23% de la population veut un autre système économique, seuls 11% pensent que le marché libre fonctionne parfaitement. Dans les années '90, ces chiffres auraient au moins été inversés. Aucune solution? Si une restauration de l'économie survient, elle sera très faible et ira de paire avec des attaques contre le niveau de vie et les conditions de travail des familles de la classe ouvrière. La politique anti-crise a coûté des masses d'argent, mais elle produit peu d'effets. Ce système de profit ne doit pas être sauvé, on ne peut le domestiquer. Il faut le remplacer par un système où la production est orientée vers la satisfaction des besoins de chacun au lieu des profits de quelques-uns. C'est ce que nous appelons le socialisme. Les marxistes plaident pour un programme anti-crise socialiste qui part des besoins de la majorité de la population et comprend les revendications suivantes, entre autres.

- Tous les profits record des dernières années doivent être réinvestis dans des infrastructures socialement utiles et non dans la spéculation : construction massive de logements sociaux de bonne qualité, refinancement de l'enseignement.

- Augmentation du pouvoir d'achat : rétablissement total de l'index, abolition de la TVA sur les produits de première nécessité.

- Ouverture des livres de compte des entreprises, particulièrement pour celles qui licencient

- Nationalisation sous contrôle des travailleurs du secteur financier et des secteurs clés de l'économie

- Réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

Les guerres se poursuivent — pas de perspectives de paix. L'aversion ressentie contre la guerre est très grande, elle a par exemple constitué un élément important de l'élection du président Obama. Ce qui ne s'aurait d'ailleurs pas empêché d'augmenter le nombre de troupes en Afghanistan. De plus, le cas de

l'Irak n'est pas résolu, le Moyen-Orient reste un borbier de conflits, le Congo reste en effervescence tandis que la guerre d'Afghanistan s'étend au Pakistan. Ne doit-on pas s'étonner que le prix Nobel de la paix ait été accordé à Obama? Gaza

Il y a un an exactement, l'actualité était dominée par l'offensive israélienne dans la bande de Gaza. Un massacre immense s'y est déroulé avec des centaines de victimes parmi lesquelles d'innombrables enfants et personnes âgées. La destruction de la bande de Gaza a été internationalement condamnée par les travailleurs et les jeunes, et de nombreuses manifestations se sont déroulées, y compris dans notre pays. Même en Israël, diverses actions de protestation ont pris place. Lors de toutes ces actions, nous avons entre autres distribué la déclaration de nos camarades en Israël, qui participaient là-bas aux protestations anti-guerre. En 22 jours, plus de 1.300 personnes ont été tuées, dont un tiers d'enfants. Plus de 5.000 Palestiniens ont été blessés, dont une bonne part qui restera invalide pour le reste de leur vie. Ce n'est qu'après l'armistice que l'intensité de l'offensive et l'ampleur des destructions ont été rendues claires. L'armée israélienne avait également refusé de laisser passer l'aide médicale pour les blessés. Il s'agissait de l'attaque la plus sanglante contre les Palestiniens depuis 1967. Nos camarades israéliens se sont notamment exprimés avec une interview sur ce site.

Sri Lanka En janvier déjà, le PSL avait protesté devant l'ambassade du Sri Lanka contre la violence croissante du régime. Le 8 janvier, un journaliste avait été assassiné par des «inconnus», une tentative d'imposer le silence aux médias. Par la suite, une offensive sanglante a été lancée contre la population tamoule. Un véritable massacre a suivi, avec des milliers de morts. Des centaines de milliers de Tamouls ont été prisonniers de la zone de guerre et le gouvernement a refusé toute collaboration pour aboutir à un accord de paix, les puissances impérialistes n'ont d'ailleurs pas insisté pour cela. Elles étaient surtout occupées à se regarder une autre pour éviter un changement dans les rapports de forces vis-à-vis de l'influence exercée sur le pays. Dans les camps de Tamouls, la vie est devenue un cauchemar, avec des interventions de groupes paramilitaires qui recherchaient de prétendus infiltrés des tigres tamouls. Le gouvernement s'est senti débordé par le dirigeant des Tigres de l'Elam Tamoul (LTTE), Karuna. L'offensive a mis fin au LTTE, mais pas à la colère parmi la population tamoule. Ce conflit n'est pas résolu. La population tamoule a déjà connu des victimes ces 30 dernières années. Les tensions augmenteront à nouveau.

Les marxistes de l'United Socialist Party (CIO-Sri Lanka) luttent pour un programme d'unité des travailleurs et socialiste. Nous réunissons aussi bien des Tamouls que des Cinghalais et menons campagne contre la guerre et le chauvinisme. Cela entraîne de la répression, des menaces, et beaucoup de complications pour organiser notre travail. Pourtant, l'USP participera à nouveau aux élections présidentielles de janvier. Aux dernières élections provinciales dans la région tamoule, l'USP avait obtenu un score respectable. La guerre contre les Tamouls a entraîné un exode massif, mais beaucoup de réfugiés n'ont pas trouvé

d'endroit où être accueillis. Un groupe de réfugiés sont toujours parqués sur un bateau en Indonésie (voir photo de droite). Congo Depuis quelques mois se déroule l'opération Kimia II, dans l'est de la République Démocratique du Congo Mise en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

en place par les FARDC et appuyées par les forces onusiennes, l'opération vise à mettre

fin aux FDLR, les milices hutues rwandaises. Le but est de mettre fin aux milices hutues rwandaises. Le nom de l'opération, Kimia, signifie «la paix» en Lingala, la langue de l'Ouest du pays. Cela n'apportera toutefois pas de stabilité dans cette région. Afghanistan En Afghanistan, la guerre est loin d'être finie. Obama envoie des troupes supplémentaires et les élections présidentielles ont été une gigantesque farce. Les Talibans sont toujours présents et ne sont pas affaiblis. Faire monter les troupes changera à cela peu. L'Afghanistan risque de plus en plus d'être le Viêt-Nam d'Obama. Après huit ans de guerre en Afghanistan, il y a pas de stabilité, de démocratie ou de prospérité. Entre-temps, la population a déjà subi plus de trois décennies de guerre, de guerre civile et d'occupation. «La guerre contre le terrorisme» n'a pas entraîné d'améliorations: les Talibans rencontrent de nouveaux succès en Afghanistan et le fondamentalisme islamique gagne du terrain également ailleurs, entre autres au Pakistan. Dans les républiques asiatiques aussi, le danger du développement de forces proches des talibans conduit à des risques d'instabilité. C'est le résultat de la politique impérialiste qui sévit déjà depuis de nombreuses années. La lutte impérialiste pour le contrôle de l'Afghanistan est source de tensions depuis le dix-neuvième siècle déjà. Les britanniques voulaient éviter un contrôle russe de la région et ont appliqué leur politique coloniale de diviser-pour-mieux-régner. Depuis lors, le pays a été le jeu de luttes entre différents pouvoirs dans un contexte ethnique très complexe. C'est dans le cadre de la lutte contre l'occupant soviétique (occupation qui devait mettre fin à la lutte entre courants communistes en Afghanistan) que les moudjahidin, des combattants fondamentalistes, ont été formés au Pakistan, avec le soutien total de l'impérialisme américain. Lorsque les Soviétiques ont dû partir, l'Afghanistan a été plongé dans une guerre civile entre différents seigneurs de guerre ou moudjahiddins. Une jeune génération d'étudiants («talibans») a été formée au début des années 90 au Pakistan dans des écoles islamiques mises en place par des fondamentalistes qui étaient à l'époque en coalition avec le PPP de Benazir Bhutto (aujourd'hui, le Jamiat Ulema-e-Islam-Fazl est à nouveau au gouvernement national, avec le ministère du tourisme). Ces écoles islamiques avaient reçu le soutien du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et des USA. Le développement des Talibans en Afghanistan n'a été possible qu'à cause du chaos et de la guerre civile de plusieurs années qui a ravagé le pays et plongé dans la misère et le chômage. Cette guerre civile a-t-elle été le résultat «de la culture locale» ou des ingérences de diverses puissances qui se sont indirectement affrontés sur le territoire afghan? La nomination de Karzaï ne fera qu'accroître la crise. Le candidat Abdullah Abdullah a dû se retirer du deuxième tour pour éviter des troubles, de corruption et de fraude, ce qui aurait encore plus nuit à l'image de la «démocratie» en Afghanistan. Dans certaines régions, c'est à peine si les électeurs étaient déplacés et 5,4 millions de personnes ont été voté sur les 17 millions d'électeurs. La fraude a par contre été massive. Le jour même des élections, il y avait déjà 790 plaintes, et presque 2.000 autres sont venues par la suite. Les élections ont eu des connotations ethniques et/ou régionales. Karzaï a reçu le soutien des seigneurs de guerre régionaux. Cela constitue la base d'une future progression des tensions et de la guerre civile. Pakistan La guerre en Afghanistan a entraîné une extension régionale de l'instabilité et de la barbarie, et le Pakistan n'est pas épargné. La crise économique et alimentaire ont rendu la situation encore plus explosive dans le pays. Les espoirs dans le gouvernement du PPP de la défunte Benazir Bhutto n'ont pas tenu longtemps. À défaut d'une véritable alternative politique, le gouvernement du PPP peut encore tenir en essayant de mouiller ses opposants politiques. Les Taliban peuvent frapper au Pakistan à n'importe quel moment, n'importe où. L'offensive militaire dans la vallée du Swat ou au Sud-Waziristan ne change rien à cela, comme ont illustré les attentats dans le centre militaire et administratif du pays. Chaque jour se déroulent des attentats sur fond de montée des tensions régionalistes et ethniques. Irak Le 26 février, le président américain Obama avait déclaré devant un public de 8.000 marines en Caroline du Nord: «Aucune confusion ne peut exister à ce sujet: d'ici le 31 août 2010, notre mission en Irak sera terminée.» Le nouveau plan d'Obama prévoit 19 mois pour ramener le nombre de troupes de 142.000 à 50.000 soldats, soldats qui ne réaliseraient plus de missions de combat. La diminution de la violence et l'illusion de stabilité sont le résultat de la corruption et de la politique de diviser-pour-mieux-régner de l'impérialisme américain. Les USA ont corrompu et utiliser une grande partie de la résistance sunnite pour combattre Al Qaeda à tel point qu'elle est devenue partie intégrante de l'armée officielle et de la police. Mais les menaces de guerre civile restent bien présentes. La classe dirigeante américaine veut trouver une voie pour sortir du borbier irakien tout en gardant une influence décisive dans la région. Cette opposition conduira à un nouveau développement de la résistance irakienne et à de nouveaux conflits et éruptions de violence. La gauche de retour sur l'agenda La crise du capitalisme s'accompagne d'une remise en cause du système. Cela ne conduit pas encore immédiatement à un mouvement et à une radicalisation généralisés sur les plans politique et syndical, mais quelque chose se passe sous la surface des choses. Cela entraîne aussi des questions sur le type de luttes syndicales et politiques dont nous avons besoin. Voici quelques exemples internationaux. Lindsey Oil Refinery : un mouvement de grève réussi La grève de la Lindsey Oil Refinery a été un grand sujet de controverse au sein de la gauche britannique. L'immense offensive médiatique qui a tenté de présenter les grévistes comme des nationalistes et des racistes a visiblement réussi à pénétrer certains cercles de gauche. En réalité, ce n'était pas une grève nationaliste. Les ouvriers de la LOR ont lutté pour leurs conditions de travail et leurs emplois en partant en grève et en organisant entre autres avec un comité de grève. Le point de départ de la grève a été la tentative de la direction de faire effectuer une partie du travail par un sous-traitant qui engageait des ouvriers italiens et portugais, meilleurs marchés. Dans l'Europe du capital, cela s'appelle la «libre circulation des biens et des services». Les ouvriers ont réagi en revendiquant des salaires et des droits syndicaux égaux pour chaque employé. La division entre les travailleurs de différentes origines n'a pas été amenée par les travailleurs eux-mêmes, mais par le patronat. Keith Gibson, un membre du comité de grève et du Socialist Party (CIO-Angleterre et Pays de Galles), a clairement expliqué que les actions ne visaient pas les travailleurs étrangers, mais bien les entreprises qui cherchent systématiquement à tirer vers le bas les conditions de travail et de salaire des travailleurs. Cette action a par la suite entraîné une vague de grèves spontanées dans tout le

secteur. Cela a bien entendu entraîné des résultats: Total, le propriétaire de la raffinerie, a cédé sur les points les plus importants des grévistes. Les travailleurs italiens et portugais ont obtenus des droits identiques à ceux des travailleurs britanniques. Non seulement cette grève a pu emporter contre les lois de l'Europe du capital, mais elle a aussi démontré que les législations antigrève britanniques sont sans effet pour autant que la masse des travailleurs se mette en mouvement.

Guadeloupe: la grève générale arrache une augmentation salariale La Guadeloupe a connu 44 jours de lutte. Bien qu'unis sur la question du niveau de vie, de la lutte pour la hausse des salaires, les milliers de grévistes et de militants ne limitaient pas leurs revendications à cela. Toute une série de revendications politiques et culturelles posaient la question de la nature même de la société aux Antilles. Le capitalisme structure les rapports sociaux mais dans une société ayant hérité d'une économie coloniale où la classe dominante s'était enrichie grâce à l'esclavage et à l'économie d'exportation. Ainsi, comme toute grève générale, celle de la Guadeloupe posait la question de qui détient le pouvoir, du rôle de l'Etat qui est ici à la fois en faveur des classes bourgeoise et moyenne de l'île mais aussi aux mains de l'impérialisme français. Le 30 janvier, 60.000 manifestants avaient défilé. Après plus de six semaines, une augmentation salariale de 200 euros par mois avait entre autres été acquise pour les plus faibles revenus. En novembre, l'annonce de la hausse des prix du pétrole a de suite conduit à la menace d'un nouveau mouvement de grève. Nouvelles formations de gauche: il faut rester conséquemment à gauche, en s'orientant vers les luttes Pour les nouvelles formations de gauche, 2009 a été une année mixte. Dans différents pays, beaucoup de problèmes ont été rencontré pour saisir le potentiel présent. Les élections européennes n'ont pas été un succès pour toutes les formations de gauche. Die Linke, en Allemagne, n'a pas atteint les résultats que pronostiquaient les sondages un an plus tôt et a obtenu à peine plus que le PDS en 2004. Syriza, en Grèce, a obtenu 4,7% alors que cette formation avait grimpé dans les sondages à concurrence de 18% en 2008. Le NPA français n'a pas obtenu 4,8% et aucun élu au sein du parlement européen. De son côté, Rifondazione Comunista (Italie) a chuté sur le plan électoral. Le SP néerlandais a obtenu 7%, moins que lors des élections nationales. Heureusement, il y a aussi eu des exceptions, dont le résultat frappant en Irlande de notre camarade Joe Higgins, du Socialist Party, de même que pour le Bloc de Gauche au Portugal. En France, cette année, différentes grèves nationales se sont développées. Fin janvier 2,5 le million de manifestants pour le travail, le pouvoir d'achat et les services publics. En février, le NPA a été finalement mis sur pied, le Nouveau Parti Anticapitaliste avec son porte-parole bien connu Olivier Besancenot. Notre organisation-sœur française, la Gauche Révolutionnaire, a dès le début été associée aux discussions au sujet du NPA. Nous avons de suite expliqué que ce nouveau parti devait se tenir sur deux jambes: la présence dans les mouvements de lutte des travailleurs et des jeunes et défendre un programme socialiste. L'attention trop importante accordée aux élus et aux possibilités de percée électorale constitue aujourd'hui une grande menace pour le développement ultérieur du NPA, de même que son développement peu clair. En Grèce, Syriza a connu un développement immense dans les sondages. Cette coalition de différentes formations de gauche radicale a donc déçu lors des dernières élections européennes. Ici aussi, la confusion politique n'a pas été un atout, notamment au sujet de la possibilité de coalitions avec les formations bourgeoises et de la politique du parti pour l'Etat. Différentes grèves générales ont eu lieu cette année, mais la confusion a été telle que Syriza n'a pas pu saisir le potentiel qui était présent dans la société grecque. En Italie, Rifondazione Comunista a terriblement chuté. Le parti a été touché par la division et de grandes tensions internes suite à un cours politique particulièrement désastreux basé sur le soutien à des gouvernements de «gauche» sans s'opposer aux assainissements et aux privatisations qui sont venues de partis de «gauche». La politique du «moindre mal» contre Berlusconi a conduit à la catastrophe. La lutte conséquente contre les coalitions qui appliquent une politique d'assainissement reste nécessaire pour les formations de gauche, et cette expérience est un avertissement, pour Die Linke par exemple. Quelques développements intéressants et positifs ont encore pris place à gauche. La fédération de chemin de fer britannique a ainsi participé aux élections européennes en lançant une liste de syndicalistes et de militants politiques. Et, bien entendu, il y a eu le résultat spectaculaire pour du Socialist Party à Dublin, où notre camarade Joe Higgins a récolté 12,4% des voix et a été élu au parlement européen. Où va l'Amérique Latine L'Amérique Latine s'est retrouvée ces dernières années à l'avant-plan de la lutte contre la droite et l'impérialisme. Sous la pression de la population, des régimes populistes de gauche sont arrivés au pouvoir. Nous avons toujours soutenu qu'une rhétorique anticapitaliste n'est pas suffisante en soi, mais qu'elle doit être accompagnée par des actes. C'est certainement le cas en période de croissance économique, mais ça est encore plus en période de crise économique, une période qui met à mal les réformes mêmes restreintes qui ont pu être obtenues, comme au Venezuela par exemple. Cette année encore, des mouvements importants ont eu lieu en Amérique Latine. Au Pérou, des protestations massives ont eu lieu contre la politique de droite du président Garcia, notamment de la part de populations indigènes. Au Honduras, le coup d'Etat qui a déposé le président Zelaya a conduit à des protestations massives. Hugo Chavez, au Venezuela, a continué à recevoir beaucoup d'attention, notamment suite à la crise économique et à la chute des prix du pétrole, une source importante de revenus pour son programme de réformes. L'avenir du Venezuela est actuellement incertain. Le danger existe d'une militarisation croissante et de la progression du phénomène de «boli-bourgeois». Chavez doit aller de l'avant et nationaliser les secteurs de clé de l'économie pour parvenir à un système de démocratie des travailleurs. La radicalisation se poursuit Les mouvements de masse ne sont cependant plus un phénomène restreint à l'Amérique Latine. L'Iran a ainsi connu cette année un mouvement massif qui se poursuit encore aujourd'hui. En juin, le mouvement a éclaté après la fraude d'Ahmadinejad lors des élections présidentielles. Ce mouvement est venu après quelques années d'actions menées par des jeunes et des travailleurs. Cette explosion n'est pas inattendue pour les militants du PSL. Avant les événements de juin dernier, nous avons déjà protesté plusieurs fois à l'ambassade iranienne pour témoigner de notre solidarité avec les actions des jeunes et des travailleurs en Iran. Les protestations de juin ont constitué un tournant important, le régime extrêmement répressif étant massivement contesté dans la rue. Le mouvement peut l'emporter pour autant que le

mouvement ouvrier prene le devant des contestations.